

Stéphane Rossini ***Conseiller national***

Armée : le retour des souliers à clous ?

A l'heure de la mondialisation, des nouvelles technologies, des transformations fondamentales des risques ou de conflits, de la représentation critique de la population sur les buts, compétences et moyens de l'armée, l'UDC, porte-parole du nouveau Ministre de la défense Ueli Maurer, a livré sa vision de l'armée suisse de demain. Sans surprise, c'est une armée aux perspectives « de rétroviseur », dépassée, par conséquent inutile avant même de voir le jour qui émerge de ces propositions. Postuler dès lors l'objectif de « meilleure armée du monde » est aberrant. Slogan réducteur et trompeur, qui rate sa cible.

En effet, on ne saurait concevoir la future politique de sécurité de ce pays avec des références désuètes et des préceptes inadéquats. Notre pays, de par sa taille et sa situation, doit être plus ambitieux et, surtout, plus subtil dans la définition des contours de la protection armée de sa population. Le repli sur soi et les prédominances mythologiques ne sont d'aucune utilité. Pire, ils nuisent au progrès. Ceux qui ont connu l'ancien système n'y croient pas ! Les jeunes générations ne s'y retrouvent pas ! Les professionnels (ou pour le moins les plus lucides d'entre eux) n'y souscrivent pas ! Le soi-disant « retour aux sources » serait une catastrophe tant pour la sécurité de la population que pour la crédibilité – déjà fort affaiblie – de l'institution militaire. Il faut davantage de réalisme et d'objectivité, et une réelle volonté de changement et d'innovation pour retrouver un minimum de crédibilité militaire.

Pour ce faire, la réalité doit être vue telle qu'elle est et non pas telle que les conservateurs – nationalistes de ce pays croient qu'elle est. Au niveau international, le contexte des risques et les stratégies de défense nationale ont profondément évolué. Aucun pays et aucun organisme international n'échappent à des rediscussions fondamentales sur les politiques de sécurité. Au cœur de l'Europe, dans un environnement politique immédiat stable, ne comportant aucun risque d'agression, mais aussi dans

un environnement mondialisé, la Suisse ne saurait envisager l'avenir de son système de défense d'une manière indépendante. Une telle perspective serait réductrice et inefficace, tant du point de vue de notre capacité à assurer la sécurité du pays que du point de vue économique.

Il est aujourd'hui évident que :

- La mondialisation impose de nouvelles manières de penser et de construire la société et, par conséquent, la politique de défense nationale. Celle-ci suppose que toute nouvelle stratégie s'inscrive dans une discussion ayant une dimension internationale.
- En raison de l'impossible dissociation entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure, les fondements traditionnels de la défense sont incontestablement modifiés. Il faut en tenir compte.
- En matière de formation, d'information, d'anticipation et de renseignement, d'attaques terroristes, de protection de l'espace aérien, d'armement ou de prévention, etc., la voie solitaire est insuffisante et fragilise dangereusement la Suisse.
- Les collaborations sont nécessaires pour demeurer efficace et crédible et éviter ainsi la dispersion, voire le gaspillage des ressources. Pour que la rationalisation ne devienne pas synonyme d'affaiblissement trop prononcé de notre armée, des synergies et des collaborations sont indispensables.
- Pour améliorer notre défense nationale, une issue consiste dès lors à optimiser les coopérations internationales. Seule, la Suisse ne pourra jamais disposer de la meilleure armée du monde. L'autoproclamation n'est d'aucune utilité dans ce débat. Seuls les actes comptent.

Le Conseil fédéral doit donc désormais, pour les différents domaines d'intervention militaire composant la défense nationale suisse (forces terrestres et aériennes, services de renseignement, lutte contre le terrorisme, développements technologiques, etc.), analyser toutes les possibilités, potentiels, avantages et inconvénients de la conclusion et de la mise en

avantages et inconvénients de la conclusion et de la mise en oeuvre d'accords bilatéraux avec les pays qui nous entourent et les organismes politiques et de défense internationaux. Cette seule perspective d'ouverture nous permettra d'éviter un isolationnisme dangereux pour le développement de nos compétences militaires et la protection du pays.

Dans son livre Blanc sur la défense nationale, la France affirme n'être pas assez grande pour assumer seule une véritable politique de défense... Que dire de la position de la Suisse ! Les marchands d'illusions ne doivent pas l'emporter dans ce débat. On ne saurait dépenser des milliards sans que ces investissements soient fondés sur des réflexions approfondies et, surtout, sans tenir compte des analyses les plus pointues et les plus rigoureuses.

Dans une société et des systèmes de défense interconnectés et structurés autour des plus hautes technologies, le réduit national et les cavernes dans les Alpes, accessibles à l'aide de souliers à clous, ne sont ni un retour aux sources, ni un mythe fédérateur, mais une irresponsabilité politique. L'armée suisse doit baser son action sur une crédibilité et une efficacité qui tiendront compte de la réalité des dangers et des relations internationales et non de la nostalgie d'une société qui n'est plus !

Nendaz / Berne, 18 février 2009

[Retour](#)